

27 juin

BRÈVE RENCONTRE

Compte-rendu de l'audience donnée à la FSU par le nouveau Ministre de la Culture par deux camarades de la section BNF

C'est en catimini, pendant une petite demi-heure, que le Ministre de la Culture a reçu la FSU, entre un déjeuner et une visite au Sénat, par pur formalisme. Après une courte déclaration, cousue de fil blanc, de Madame ALBANEL quant à la politique « ambitieuse et responsable » qu'elle entend mener pour un « accès renforcé à la Culture », il a fallu faire preuve d'opiniâtreté en posant des questions dont la plupart n'a pas trouvé de réponse, mais permis d'en savoir un peu plus quant à la manière dont la tutelle compte mettre en oeuvre la politique du gouvernement SARKOZY. A savoir, pour le pire, en s'abstenant de faire quoi que ce soit, faute de moyens budgétaires suffisants, ou en accélérant la disparition d'un Ministère dont les ambitions, sans cesse revues à la baisse depuis 20 ans, semblent aujourd'hui se limiter à la mise en œuvre de son propre démantèlement et à son remplacement futur par un Secrétariat d'Etat au mécénat d'entreprise.

Ainsi, à la question de la FSU qui était de savoir comment Madame ALBANEL comptait appliquer la promesse très électoraliste du président de la République de ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans le contexte actuel de récession de l'effectif, la nouvelle allocataire de la rue de Valois a convenu qu'il allait être en effet difficile d'appliquer cette mesure sans revoir le fonctionnement de « certains services ou établissements », mais qu'il fallait « faire des économies » même si on allait développer « toutes sortes de partenariats » et que la question « demeurait donc d'actualité ». Nous avons alors glissé que, s'agissant de la BNF, il est en effet une arithmétique qui ne ment pas : comment les conditions de fonctionnement de la bibliothèque, ses horaires d'ouverture, la diversité et l'amplitude des services qu'elle rend à ses publics pourraient-ils être maintenues si, comme nous l'avons lu dans un texte communiqué à quelques directeurs par le DRH, 30% de l'effectif de l'EPA devait fondre d'ici à 2017 ? Interrogé sur ce point un membre du cabinet a du faire mine, très ennuyé, de ne rien savoir de ce genre de calcul. Ainsi le Ministre peut-il certainement prétendre vouloir empêcher les coupes franches au Ministère au nom du réalisme tout en laissant le feu gagner du terrain et comme on le dit au cimetière « la nature faire son œuvre ». C'est que le gouvernement de Monsieur SARKOZY a été élu en partie sur la base d'une promesse lourde de conséquences et qui risque de prendre à revers nombre d'électeurs inconséquents : la liquidation annoncée de la Fonction Publique et de ses agents, tous, « privilégiés ».

Nous avons également souligné l'abaissement des missions dévolues aux grands établissements patrimoniaux, l'insuffisante mise en valeur des collections patrimoniales dans les musées et les bibliothèques, le recours de plus en plus trivial au mécénat, la dégradation progressive du service public, le renforcement de l'autonomie d'établissements à effectif contraint, un recours constant à l'emploi précaire, l'absence de toute perspective d'intégration dans la Fonction Publique pour les non-titulaires n'ayant pu bénéficier du protocole Sapin au 31 décembre 2005.

Enfin, nous avons dénoncé avec vigueur l'établissement progressif d'un salaire au mérite avec la modulation progressive des régimes indemnitaires, la violation d'un principe fondateur du droit public : l'égalité de traitement des fonctionnaires. A cela il a été répondu par le Chef de Cabinet que si le Ministère avait l'intention de se pencher sur la manière dont les primes et autres reliquats était répartis dans les établissements, il ne saurait y avoir de retour à l'équité, beaucoup ne « faisant pas leur travail dans cette maison », d'autres « devant être récompensés ». Quant à dénoncer l'arbitraire dans la gestion des carrières et la mise en concurrence des agents devant le Cabinet, peu s'en faut que l'on soit pris pour une vieille lune. Mais gare, la lune fait aussi lever les marées.

Jean-François BESANÇON et Frédéric WEISZ.